



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

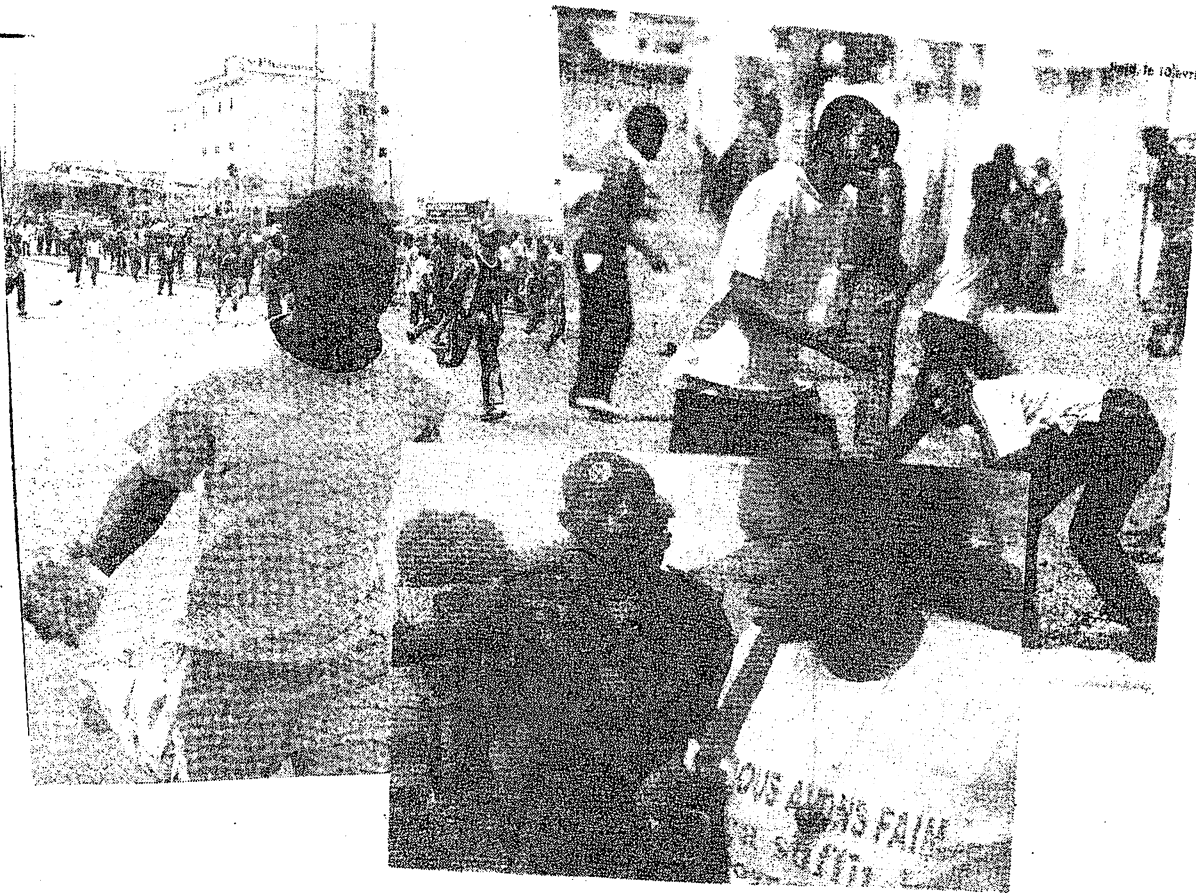
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 30 Avril 2008

N° 346

PRIX : 0,60 Euro



LE CAPITALISME, UN SYSTÈME

BARBARE QUI AFFAME ET QUI TUE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Page 2

Editorial: Le capitalisme, un système barbare qui affame et qui tue

Page 3

Le mouvement contre la vie chère touche le Mali

Page 4

Pendant que la population souffre de la flambée des prix, Wade affiche son mépris

Page 6

Côte d'Ivoire

Le gouvernement cherche à faire porter le chapeau aux petits commerçants.

Page 8

Tchad

Encore plus d'argent pour la guerre, rien pour les populations démunies

Page 10

Il y a 40 ans, l'assassinat de Martin Luther King

ABONNEMENT FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42

92114 CLICHY Cedex

LE CAPITALISME, UN SYSTÈME BARBARE QUI AFFAME ET QUI TUE

De part le monde, de Haïti en Egypte en passant par les pays d'Afrique sub-sahariens jusqu'en Afrique centrale, des dizaines de millions de personnes sont condamnées parce qu'elles n'ont pas les moyens d'acheter les denrées alimentaires de base tant les prix de celles-ci ne cessent de grimper contrairement à leurs maigres revenus. L'explosion des prix des produits alimentaires de base sur le marché mondial depuis six mois est due au fait que des capitaux spéculatifs quittant un marché de l'immobilier en crise se sont reportés sur les matières premières. Les médias parlent de « crise alimentaire », de « tsunami social » qui menace de « déstabiliser » les pays pauvres de la planète.

La misère, la malnutrition, la famine font des millions de morts chaque année, notamment en Afrique. Mais tant que des populations meurent à petit feu, sans faire de bruit, les défenseurs de l'économie capitaliste trouvent cela tout à fait « normal ». Tout au plus ils se contentent de le déplorer. Mais à partir du moment où des gens commencent à se soulever, ce qui préoccupe le plus les dirigeants de ce monde, c'est le fait que cela risque de mettre à mal ces régimes et derrière eux, leurs propres intérêts. C'est dans ces pays pauvres où des millions de personnes crèvent de faim que s'approvisionnent en matières premières les grands trusts mondiaux. La misère qui y règne est la conséquence directe du pillage de leurs richesses par ces derniers. C'est pour le grand bénéfice de ceux-ci que les puissances coloniales avaient contraint les populations des pays colonisés à pratiquer les cultures dites de rente au détriment des cultures vivrières. Au Sénégal ce fut l'arachide, ailleurs le coton, l'hévéa, la canne à sucre, le café, etc. Après les indépendances, les dirigeants africains ont continué la même politique en échange de quelques miettes du pillage et de l'exploitation de leurs populations. Et si aujourd'hui, à l'instar du président sénégalais, ces dirigeants se montrent quelque peu inquiets de la situation explosive, ce qu'ils voient avant tout, c'est le danger de « déstabilisation » de leur régime. Que des dizaines de milliers de personnes n'aient pas la possibilité de se nourrir, de se vêtir, de se loger ou de soigner, ils s'en moquent éperdument du moment qu'ils souffrent et meurent en silence.

Le système capitaliste que défendent les dirigeants des pays riches et leurs alliés des pays pauvres est un système profondément inhumain. Son seul moteur est la recherche du profit maximum. La science et la technique font des prouesses extraordinaires et font avancer la connais-

sance à un degré jusqu'ici inégalé depuis l'origine de l'homme. Mais lorsque la bourgeoisie s'en empare, c'est toujours pour en tirer profit avant tout pour elle parce que c'est elle qui détient les moyens de production et financiers. En mettant ceux-ci au service de tous on pourrait éradiquer la misère de toute la planète et permettre à l'humanité d'entrer dans une nouvelle ère. Mais pour cela il faudrait d'abord en finir avec la mainmise de la bourgeoisie sur l'économie et sur l'Etat.

Il est nécessaire que les pauvres, les exploités se fassent craindre de tous ces affameurs. Tout ce que produit la société doit être placé sous le contrôle de tous ceux qui font marcher la production et doit être mis au service de tous. C'est la seule voie pour en finir avec cette société barbare dans laquelle une minorité d'exploiteurs et de parasites disposent tout alors que la grande majorité n'a même pas le minimum vital.

LE MOUVEMENT CONTRE LA VIE CHÈRE TOUCHE LE MALI

La vague de protestation contre la vie chère et les émeutes contre la faim qui ont déferlé sur plusieurs pays d'Afrique, avaient quelque peu épargné le Mali. Les dirigeants de ce pays se félicitaient d'un soi-disant «état de grâce». Cette situation est peut-être en train de changer car à Bamako, capitale de ce pays, un vent de mécontentement, modeste pour le moment, a commencé à souffler ces derniers temps.

Le 18 avril, différentes associations ont répondu présent à une marche de protestation organisée par le «Mouvement des sans voix». Il s'agissait selon le responsable de ce mouvement, «d'attirer l'attention des autorités sur le ras-le-bol contre la vie chère, contre la corruption, contre le détournement impuni des fonds publics, contre l'indifférence du gouvernement face à la misère.. ».

Cette marche n'était pas la première. Déjà la veille un cortège se réclamant du CRJ (Cercle de réflexion pour jeunes) dont les dirigeants se disent être «des amis du chef de l'Etat» était sorti dans la rue avant d'être dispersé par les forces de l'ordre.

Le 22 avril l'UNPR, un des partis politiques se disant actuellement «d'opposition», a manifesté à la Place de la Liberté avant de se diriger vers la Primature où sa délégation a été reçue. Une banderole portait ce slogan : «Non à la flambée des prix (huile, riz, viande, etc.) ». Ce parti est dirigé par un démagogue qui a pris son bâton de pèlerin pour protester également contre «le projet de l'abolition de la peine de mort... menée par une minorité d'intellectuels qui veulent imposer leurs

valeurs sociétales au reste du monde». Son discours était émaillé de nombreuses phrases religieuses et de référence à l'islam.

Ces différentes initiatives ne rassemblent que peu de personnes et le régime de Toumani Touré ne les craint pas forcément d'autant plus que tout cela est dirigé par des «amis» ou des oppositionnels modérés, voire des religieux. Son pouvoir n'est pas menacé pour le moment.

Aujourd'hui, se nourrir est devenu très difficile dans toutes les villes du pays. A Bamako, 50 francs Cfa d'huile n'assure plus la sauce d'un repas. Même un produit de base tel que le lait pour les enfants est hors de portée des bourses des familles modestes. Dans les villages éloignés, la situation est encore pire puisque les commerçants, du fait qu'ils s'approvisionnent en ville, répercutent les frais de transport en hausse en fonction de ceux du carburant.

Les dirigeants se contentent de déplorer la situation et dégagent leur responsabilité sous prétexte qu'il s'agit-là d'un «phénomène mondial». Ils se refusent du même coup à prendre quelque mesure que ce soit qui pourrait porter le moindre préjudice aux gros importateurs locaux. Les grandes sociétés agro-industrielles et les réseaux de distribution qui prélèvent leurs prébendes sont tous main dans la main pour réaliser des profits, quitte à ce que, au bout de cette chaîne infernale, des peuples entiers soient condamnés à la famine et à la mort à petit feu.

SÉNÉGAL

PENDANT QUE LA POPULATION SOUFFRE DE LA FLAMBÉE DES PRIX WADE AFFICHE SON MÉPRIS

Alors que la population laborieuse sénégalaise connaît les pires difficultés à se nourrir à cause de la flambée des prix et que des marches contre la cherté des denrées sont parfois interdites et réprimées par la police, la seule chose que Wade a trouvé à dire ces derniers jours c'est qu'au Sénégal «il n'y a pas de famine, il n'y a pas de



*Dakar, 30 mars: manifestation
des femmes contre la hausse du prix du riz*

gens qui meurent de faim, il n'y a pas d'émeute de la famine». Et il a ajouté que s'il y a des gens qui disent le contraire «ça ne me fait ni chaud ni froid» car dit-il «il ne faut pas juger d'après une cinquantaine de personnes qui brandissent des pancartes et des slogans et vont raconter n'importe quoi dans les radio... ». Voilà avec quel mépris il traite ceux qui souffrent de la cherté de la vie et qui le disent à haute voix dans la rue.

Mais s'il n'y avait qu'une «cinquantaine» de personnes comme il le prétend dans la manifestation de Dakar du 30 mars dernier, pourquoi a-t-il dépêché massivement les forces de l'ordre pour les réprimer à coups de grenades lacrymogènes et d'arrestations? La réalité c'est que si au départ les manifestants n'étaient pas

nombreux, beaucoup commençaient d'affluer vers le lieu de la manifestation dès qu'ils ont été mis au courant en regardant la télévision ou par le bouche à oreille. Le calcul du gouvernement était qu'il fallait très vite arrêter cette manifestation avant que la foule n'y afflue. Et s'il n'avait pas eu peur de la réaction populaire, il n'aurait pas annoncé presque au lendemain de cette manifestation une baisse du prix du riz dont le kilo est passé de 350 à 280 francs. Mais cette baisse, uniquement sur le riz, risque de n'être que de courte durée. On se souvient qu'il avait fait le même coup au lendemain de la précédente marche contre la vie chère du 27 novembre 2007. Les consommateurs n'avaient vu aucun changement de prix.

Aujourd'hui, lorsque Wade parle de l'augmentation des prix des denrées comme le riz, ce qui l'inquiète le plus c'est le risque de «déstabilisation» des pays africains mais pas des difficultés vécues par les populations les plus démunies. Il est vrai que lorsque les prix du riz, de l'huile, du pain, du lait en poudre augmentent, cela ne fait «ni chaud ni froid» à la minorité de riches qui vit dans les beaux quartiers de Dakar. Les villas luxueuses, les belles voitures sont toujours aussi nombreuses à Dakar. Les boîtes de nuit chic sont toujours aussi bondées, et montrent que les affaires de cette bourgeoisie comme de ces privilégiés du pouvoir vont très bien pendant que les familles des travailleurs et des petites gens sont contraintes à faire des sacrifices énormes pour survivre.

Au Sénégal, il ne manque ni de terre ni de l'eau pour cultiver du riz. Même la Casamance qu'on a coutume d'appeler le «grenier du Sénégal» est obligée d'importer cette denrée. Il y a plusieurs facteurs qui entrent en compte dans l'explication de cette raréfaction du riz local. Il y a le fait qu'à cause de l'état de guerre que connaît cette région depuis plus de 20 ans, les paysans ont été contraints d'abandonner leurs terres pour trouver refuge en ville. La plupart de leurs terres sont

transformés en champs de mine. En dehors de la Casamance il y a la région du fleuve où les terres et l'eau ne manquent pas. Mais au lieu de cultiver des produits vivriers, les paysans ont été littéralement contraints de pratiquer des cultures d'exportation comme l'arachide. Cela rapporte des devises à l'Etat. Ce dernier a préféré importer du riz soi-disant meilleur marché que celui produit localement. On se souvient que sous la présidence d'Abdou Diouf c'est la famille de ce dernier qui avait le monopole de l'importation du riz. C'est-à-dire que plus on en importait, plus elle s'enrichissait. C'est ainsi que même le peu de riz qui était cultivé localement a décliné petit à petit jusqu'à devenir quantité négligeable. Alors que l'Etat a su trouver des engrais, des semences et des techniciens pour encourager la culture de l'arachide, les cultures vivrières ont été délaissées parce que non rentables aux yeux des dirigeants. Dans ce domaine comme dans bien d'autres tous les gouvernements qui se sont succédé depuis l'indépendance n'ont fait que continuer ce que le

colonialisme français avait imposé au Sénégal. Faut-il rappeler que même l'habitude de consommer du riz dans ce pays a été introduite par le colonialisme. Cette denrée fait aujourd'hui partie intégrante des habitudes alimentaires de la population. Le Sénégal pourrait en produire sans grande difficulté pour peu que les autorités s'y impliquent sérieusement. Il pourrait aussi agir énergiquement sur les prix en baissant par exemple les taxes douanières sur les denrées de base, en obligeant les commerçants grossistes, les détaillants et les transporteurs de réduire les marges bénéficiaires sur ces produits. Il pourrait en même temps, s'il en avait la volonté politique, relever les salaires, à commencer par ceux qui sont au bas de l'échelle. Mais le gouvernement ne fera rien de tout cela s'il n'est pas contraint par la force. C'est pour cela qu'il craint la mobilisation populaire et les manifestations de rue. Mais à force de mépriser ceux qui souffrent, Wade finira par les encourager à descendre dans la rue, encore plus nombreux et déterminés.

NOUVELLE MANIFESTATION CONTRE LA VIE CHÈRE À DAKAR

Cinq à six mille personnes (selon les organisateurs) ont manifesté calmement dans les rues de Dakar dans la journée du 26 avril. A l'initiative des partis d'opposition regroupés au sein du «Front Siggil Sénégal» (Pour un Sénégal debout, en langue wolof); cette manifestation autorisée par les autorités avait comme objectif de protester contre la vie chère mais aussi contre le report des élections locales. De nombreux manifestants étaient vêtus de T-shirts portant l'inscription «On a faim ça suffit ! ». Ils brandissaient des sacs de riz vides et des casseroles.

Peu de jours avant cette marche, le président sénégalais avait déclaré que bientôt le riz sera une denrée «abondante» au Sénégal. Il a prétendu avoir un « plan » intitulé GOANA (Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance). Il demande aux Sénégalais de patienter «six ans», le temps, dit-il, que sa politique de « retour à la terre » donne ses fruits. Il a dit aussi que durant ce délai, l'Inde s'est engagée à fournir au Sénégal 600.000 tonnes de riz par an. «Nous allons porter le riz dans les coins les plus

reculés du Sénégal» a-t-il poursuivi en promettant que l'armée sera mise à contribution pour son acheminement. «Une rude famine pourrait sévir dans plusieurs zones du monde dans les années à venir, mais il n'y en aura pas au Sénégal ... Jamais je ne dirigerai un Sénégal où il y a la famine».

C'est connu, Wade aime faire du vent. Il n'a tenu aucune de ses promesses passées. On se souvient du «Sopi» qu'il chantait à tout bout de champ lors de sa campagne électorale contre le président Diouf. Il avait promis du travail pour les chômeurs, l'éradication de la corruption au sein de l'appareil d'Etat, la paix en Casamance («Je vous règle ça en moins de 100 jours» disait-il). On se souvient également qu'au lendemain du naufrage dramatique du bateau «Joola», il avait promis de le remplacer par deux nouveaux bateaux dans les mois qui suivaient. Il n'en a rien été. Alors il peut toujours promettre «l'abondance» pour dans six ans mais c'est aujourd'hui que la population a faim. D'ailleurs le problème n'est même pas tant que le riz où les aliments de base manquent au Sénégal. Il n'y a pas de pénurie jusqu'à ce jour. Le problème

est que les gens n'ont pas les moyens de les payer. Quand on sait qu'un ouvrier du rang gagne à peine 2000 francs Cfa par jour et que de nombreuses personnes ne touchent même pas ce petit revenu à cause du chômage dans les villes et de la misère dans les campagnes, il est difficile de s'acheter des aliments dont les prix grimpent presque chaque

jour alors que les salaires sont bloqués depuis des années.

Le souhait de Wade, c'est que tout le monde attende sagement « l'abondance » promise. On ne peut que souhaiter que la population en colère lui montre que ce ne sont pas ses belles paroles qui rempliront les ventres vides !

CÔTE D'IVOIRE

LE GOUVERNEMENT CHERCHE À FAIRE PORTER LE CHAPEAU AUX PETITS COMMERCANTS

Du 31 mars au 1er avril des manifestations spontanées contre la flambée des prix des produits alimentaires de base ont eu lieu dans plusieurs quartiers d'Abidjan, en particulier à Yopougon, bastion même du FPI au pouvoir, à Cocody et à Port Bouët.



CÔTE D'IVOIRE, le 1^{er} avril 2008

*Côte d'Ivoire, 1^{er} avril: des femmes
et des jeunes dans la rue contre la vie chère*

Selon le quotidien «Fraternité Matin» que l'on ne peut soupçonner de sympathie envers les petites gens, le coût de la vie est passé, en dix ans, du simple au double. Ainsi, affirme-t-il, le repas quotidien d'une famille qui coûtait 1000 à 1500 F coûte aujourd'hui 2500 à 3000 F.

Même les produits non importés, les produits locaux, subissent aussi des hausses vertigineuses qui ne s'expliquent pas seulement par la hausse du prix du carburant. Cela est dû en grande partie à la multiplication des barrages de rackets sur les routes, que subissent les vendeuses

qui vont chercher leurs marchandises du lieu de production jusqu'en ville, sur la place du marché. Les dirigeants le savent mais laissent faire. C'est même eux qui montrent l'exemple par la multiplication des détournements des fonds publics et de la corruption à tous les niveaux de l'Etat.

Pour tenter de freiner cette révolte populaire le gouvernement s'est réuni et a fait semblant de prendre des mesures contre la hausse des prix. Mais les consommateurs n'ont vu aucun changement. Lors de son allocution à la télévision, Gbagbo s'en est lavé les mains en faisant croire que toutes ces augmentations sont dues à la flambée du prix du pétrole sur le marché mondial. Mais en disant que les prix allaient baisser alors que la réalité montrait le contraire, il a laissé entendre que ce sont les petits commerçants qui ne répercutaient pas les consignes du gouvernement. Ainsi il a choisi délibérément de faire des petits commerçants des boucs émissaires de la flambée des prix.

Dans la commune d'Abobo par exemple, la boutique d'un petit commerçant a été saccagée le 22 avril dernier, par des étudiants de Williamsville à la solde du FPI au pouvoir, au lendemain de la communication des nouveaux prix. Ils se sont attaqués aux petits commerçants pour soi-disant faire respecter les nouveaux tarifs. Ce jour-là ils ont paralysé les activités du marché durant toute la journée. Tandis que certains semaient la terreur, d'autres escroquaient certains commerçants en se portant garants de leurs biens et de leur personne s'ils acceptaient de leur verser une certaine somme. De son côté, le quotidien « Notre Voie » incitait la population à s'attaquer aux petits commerçants sous le prétexte qu'ils auraient refusé d'appliquer les nouveaux tarifs.

Pendant qu'ils désignent du doigt les petits commerçants et les petits vendeurs, les dirigeants politiques se montrent serviles devant les plus riches, ceux qui détiennent entre leurs mains les filières de l'importation et de la grande distribution.

Il n'est - surtout pas question de les contraindre à prendre sur leurs marges bénéficiaires pour soulager un tout petit peu le porte feuille des plus démunis. Leurs profits sont plus sacrés que la vie de la population pauvre.

CÔTE D'IVOIRE

BEDIÉ : CYNISME ET DÉMAGOGIE !

Lors d'un récent meeting tenu à Soubré, l'ancien président Konan Bédié, candidat déclaré pour la prochaine élection présidentielle (qui aura peut-être lieu le 30 novembre prochain si elle n'est pas reportée une fois de plus) a tenu un discours puant le cynisme et la démagogie.

Commentant les récentes manifestations contre la cherté de la vie il a déclaré : «Depuis que la Côte d'Ivoire existe, c'est bien la première fois que des ménagères affamées, indignées, dépassées par la pauvreté, prennent la rue pour crier leur ras-le-bob». Personne n'a oublié que lorsque ce sinistre président voleur avait pris la relève d'Houphouët Boigny à la tête de l'Etat, il n'avait fait que continuer de vider les caisses de l'Etat tout en imposant des blocages des salaires dans la fonction publique et en diminuant le nombre des fonctionnaires. Certes il n'y avait pas encore eu d'émeutes de la faim à Abidjan, mais la misère n'avait fait que gagner du terrain alors que la minorité de riches accumulait des fortunes, comme aujourd'hui. Son régime était tellement devenu impopulaire que lorsqu'en 1999 le général Robert Guéi le chassa du pouvoir, personne ne pleura son départ, bien au contraire.

Concernant le droit de vote en Côte d'Ivoire, lui qui avait propagé la xénophobie en lançant le concept de l'Ivoirité, n'a pas eu honte de dire : «Par le passé, ces citoyens dits allogènes étaient interdits de vote sous prétexte qu'ils

n'étaient pas chez eux et sous la menace que leurs biens seraient détruits s'ils se rendaient sur les lieux de votes pour exercer leurs droits.... Il s'agit d'actes antidémocratiques à dénoncer et à bannir... Si des gens vous empêchent de voter, défendez-vous comme on défend sa vie devant un grand danger... ». C'est ce même monsieur qui avait pourtant écarté son concurrent d'alors, Alassane Ouattara (devenu aujourd'hui son allié provisoire contre Gbagbo) sous prétexte de «nationalité douteuse». Pour rester à tout prix au pouvoir il n'avait pas hésité à lancer ses forces de l'ordre à l'encontre des tous ceux qui n'étaient pas à ses yeux des «vrais ivoiriens». On se souvient des rafles et des mauvais traitements infligés aux ressortissants burkinabé auxquels le gouvernement ne reconnaissait pas le droit à la nationalité ivoirienne alors que la plupart sont nés sur le sol ivoirien, leurs parents également. On se souvient avec quel mépris parlaient ses ministres d'alors, tel Laurent Dona Fologo (aujourd'hui devenu proche de Gbagbo) qui déclarait alors : «Ce sont les étrangers qui ont appris aux ivoiriens à voler». Quant au tristement célèbre ministre de la Sécurité, Dibonan, il poursuivait jusqu'à l'intérieur même de la mosquée d'Ajamé ces soi-disant étrangers. Alors, quand c'est ce même Bédié qui reproche aujourd'hui à Gbagbo de pratiquer à son tour ses propres recettes, il prend vraiment les gens pour des demeurés ou des amnésiques.

TCHAD**ENCORE PLUS D'ARGENT POUR LA GUERRE
RIEN POUR LES POPULATIONS DÉMUNIES**

Grâce au soutien actif de l'armée française présente au Tchad depuis plus de 35 ans, le dictateur Idriss Deby a pu repousser la coalition des mouvements rebelles d'opposition qui ont attaqué, le 2 avril dernier Ndjaména la capitale. Les rebelles qui, après trois jours de combat, n'ont pas été anéantis, contrairement à la déclaration d'un ministre, menacent de nouveau d'attaquer la capitale. Depuis cet affrontement où bon nombre des siens sont tombés, notamment le général Youssouf, Deby a peur.

Pour parer à toute éventualité, notamment à une attaque-surprise des rebelles, il a fait creuser à la hâte, autour de Ndjaména, un fossé de 3 mètres de large et de 5 mètres de profondeur, pour barrer la route à d'éventuels assaillants. Tous les arbres proches ou autour de la Présidence ont été rasés pour, paraît-il, empêcher les rebelles, s'ils réussissaient à franchir le premier obstacle, le fossé, de se cacher derrière les troncs. Enfin près de la Présidence, un mur haut d'environ un mètre et de la même épaisseur, a été construit et devrait servir de rempart aux forces gouvernementales. Ndjaména ressemble à un fort où des hommes armés, montés sur des Toyota ou sur des engins de guerre sillonnent les rues à grande vitesse comme s'ils allaient au combat. Gare aux piétons étourdis ! Ces voitures militaires ne s'arrêtent pas quand ils fauchent un passant. Eh oui, ces hommes en kaki, à l'image de leur chef Deby méprisent les civils et les petites gens, comme ils méprisent les milliers de Ndjaménois qui ont fui les derniers affrontements pour se retrouver dans un camp de réfugiés à Maltam au Cameroun.

Un reportage dans ce camp, réalisé par Radio France Internationale, montre les conditions difficiles des occupants. Plus de 9000 Tchadiens vivent par jour et par personne avec quelques grammes de riz, de sorgho, quelques centilitres d'huile et 1 litre d'eau. Une réfugiée raconte qu'elle est obligée de vendre une partie de sa maigre ration de riz. Avec l'argent elle s'est achetée un morceau

de viande séchée pour faire la sauce; quant au sorgho il n'est pas consommée au Tchad en tant que céréale mais sert à la fabrication de "Bil-bil", bière locale. "Comment manger, dit-elle, du riz sec ? Comment vivre sous une température de 50 degrés, dès midi ? Il n'y a pas d'arbre, donc pas d'ombre, les tentes sont surchauffées. Si ça continue, je préfère aller mourir chez moi."

Comme cette femme, bon nombre de réfugiés préfèrent retourner à Ndjaména. La plupart, après les combats, ont regagné leur foyer Mais ce n'est pas le cas de certains qui ont juré de ne pas remettre les pieds à Ndjaména tant qu'une paix définitive n'est pas revenue au Tchad. D'autres encore voudraient bien rentrer, mais leurs maisons ont été détruites par des explosions de bombes lancées depuis des hélicoptères; d'autres encore ont perdu tout leurs biens: en fuyant, laissant ainsi leurs maisons à l'abandon, elles ont été visitées par les pillards qui en général ne sont autres que des éléments de la garde présidentielle.

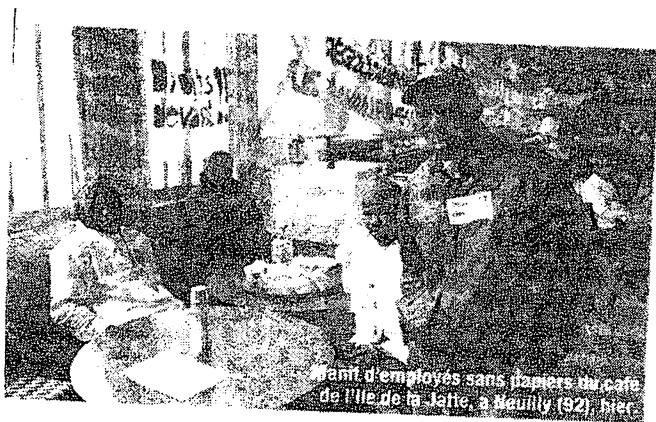
La moindre des choses, la moindre justice, c'est que le gouvernement puisse indemniser toutes les victimes -car elles ne sont pour rien dans leur sale guerre- qu'elles soient au Tchad ou dans des camps de réfugiés, à Maltam ou au Darfour. Au lieu de dépenser des milliards de francs CFA pour préparer la guerre, le gouvernement aurait pu reconstruire les maisons détruites. Il aurait pu aider tous ceux qui ont perdu un membre de la famille; ils aurait pu réparer les rues endommagées, etc. En cette période de canicule, l'eau potable manque cruellement dans certains quartiers pauvres.

Le gouvernement, avec les dividendes du pétrole, aurait pu améliorer toute cette situation.

Mais le souci de nos dirigeants est ailleurs : comment empêcher la coalition rebelle de nuire au régime, comment les anéantir pour garder le pouvoir, etc. Peu leur importe le sort des travailleurs, des paysans pauvres et des petites gens.

LE MOUVEMENT GRÉVISTE DES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS

Depuis début avril des sans-papiers sont sortis de l'anonymat pour réclamer la régularisation de leur situation.



Des employés sans papiers occupent le 20 avril le café-restaurant de l'Île de la Jatte à Neuilly (92) hier.

Au début ils étaient deux cents environ à se mettre en grève illimitée avec occupation de leur lieu de travail ou du siège de leur entreprise, la majorité travaillant dans des entreprises de nettoyage et de restauration de la région parisienne. Une semaine après ils étaient cinq cents, puis aujourd'hui on parle d'un millier. Ils en ont marre de vivre dans la clandestinité après avoir présenté des faux papiers à leurs patrons pour pouvoir travailler. Il est certain que pour avoir pu se lancer dans un mouvement de grève malgré leur dispersion aux quatre coins de Paris, ils prouvent qu'il y a un ras-le-bol au sein de cette catégorie de sans droit.

Ils en ont marre de fuir tous les jours des contrôles policiers et ils ont peur d'être arrêtés et de se faire expulser manu militari, ou de se faire interner dans des centres de rétention inhumains. Il y en a qui subissent des exactions tragiques. Pour échapper au contrôle, Baba Traoré s'est jeté dans la Marne, à Joinville-le Pont, le 4 avril dernier et il est mort à l'hôpital. A Belleville, Chunian Liu s'est défenestrée en tentant elle aussi d'échapper à la police. John Maïna, un jeune de vingt ans, s'est suicidé quand le droit d'asile lui a été refusé. Un sans-papiers qui meurt en voulant échapper à la police ou se suicide, ce n'est pas un accident mais la suite logique de la politique réactionnaire du

gouvernement de Sarkozy. C'est une situation intolérable et révoltante.

Le mouvement des grévistes a eu le soutien déterminant de la CGT et aussi des associations de soutien des sans-papiers. Les travailleurs réclament la régularisation immédiate de leur situation. Il est certain que le déclenchement rapide de la grève et son extension dans diverses sociétés de nettoyage et des grands restaurants bien connus comme «Chez Papa» et le prestigieux restaurant de l'île de Jatte à Neuilly-sur-Seine où la famille de Sarkozy a sa table réservée, a surpris tout le monde.

Les patrons concernés sont pris à la gorge pour le déroulement de leurs activités. Un certain nombre d'entre eux étaient favorables au mouvement et disposés à reprendre rapidement les travailleurs avec un contrat en bonne et due forme. Même le syndicat patronal, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie a demandé au gouvernement d'étudier rapidement les dossiers et d'accorder des cartes de séjour. Plus largement et non au cas par cas. Les patrons sont inquiets de l'extension de la grève surtout que la saison touristique approche. En fait tous les patrons dans ces secteurs disent qu'ils ignoraient que les travailleurs de leurs entreprises ont des fausses cartes de séjour ou ne leur appartenant pas. Ce qui est sûr, c'est qu'ils faisaient travailler des sans-papiers dans des conditions dures pour des salaires de misère. Et ils savent aussi que si cette situation perdure, ils risquent de ne pas retrouver des ouvriers qui acceptent cela. Et ce n'est pas étonnant qu'ils montent au créneau aujourd'hui pour aider, dans une certaine mesure, ces sans-papiers, à obtenir de leurs cartes de séjour. C'est une solidarité bien hypocrite.

Plus de 600 demandes de régularisation des sans-papiers sont déjà déposées par la CGT dans cinq préfectures de l'Île de France. Les grévistes sont regroupés par profession. Et bien d'autres travailleurs de ce secteur sont en train d'aller se faire enregistrer auprès de la CGT pour régulariser leur situation. Ils protestent tous contre les lois discriminatoires. Entre autres ils sont contre la circulaire du 20 décembre 2007 qui a recensé 150

métiers manquent de main d'oeuvre parmi lesquels il y a le bâtiment, la restauration et le nettoyage, mais qui ne donne droit à un titre de séjour qu'aux ressortissants d'Europe. Or on sait que depuis des années ce sont en majorité des travailleurs de l'Afrique de l'ouest qui travaillent dans ces secteurs.

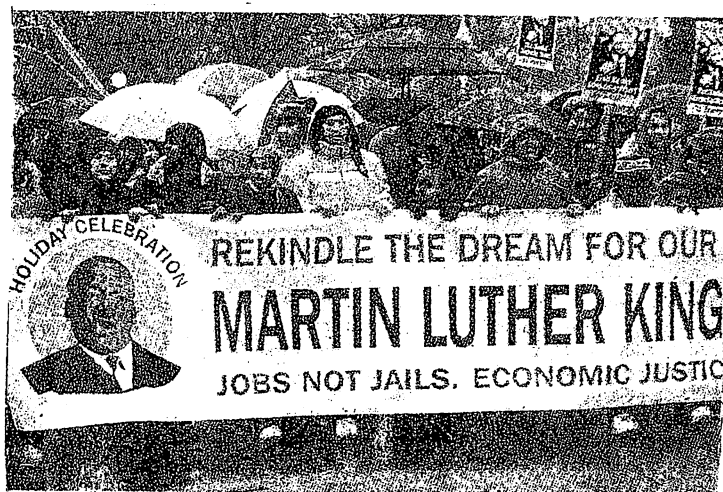
De toute façon cette grève de sans-papiers

a permis de mettre au grand jour les pratiques illégales des patrons, la politique révoltante de ce gouvernement. Les travailleurs sans-papiers ont raison de lutter pour faire aboutir leurs revendications. Face au gouvernement et au patronat tous les travailleurs français comme immigrés ont tout intérêt à être solidaire de ce mouvement.

IL Y A 40 ANS L'ASSASSINAT DE MARTIN LUTHER KING

Le 4 avril 1968, le pasteur baptiste noir américain Martin Luther King (MLK), militant pour les droits civiques des Noirs aux Etats Unis, était assassiné à Memphis, d'une balle tirée lors d'un discours. La région du Sud des USA était marquée dans les années 1950 par la violence et la ségrégation envers les Noirs. En décembre 1955, lorsque Rosa Parks, une femme noire, est arrêtée pour avoir violé les lois ségrégationnistes de la ville de Montgomery en ne cédant pas sa place à un Blanc dans un autobus, MLK mène la campagne de boycott des bus de cette ville. Il est arrêté au cours de cette campagne qui dura plus d'un an. Sa maison est attaquée à la bombe incendiaire par des racistes liés au Ku Klux Klan, organisation terroriste qui bénéficiait du soutien officieux du FBI.

finir avec la ségrégation raciale était profonde et le mouvement contestataire en progression.



La répression et l'attitude des racistes n'ont pas réussi à étouffer le mouvement des Noirs Américains, bien au contraire. Les marches de protestation et les manifestations non violentes se sont étendues à tous les Etats du Sud. La mobilisation monta d'un cran, l'indignation et la colère se trouvant alimentées par la multiplication des actes du KKK. L'organisation de Martin Luther King, le SCLC au côté des autres formations noires américaines organise une grande marche sur Washington le 28 août 1963 pour les droits civiques, les emplois et la liberté. Des revendications spécifiques sont établies : fin de la ségrégation raciale dans les écoles publiques, interdiction de la discrimination dans le monde du travail, un salaire minimum de 2 \$ pour tous les travailleurs sans distinction.

Martin Luther King avait le mérite d'incarner cette aspiration mais il la canalisait vers une voie non violente alors que la police et les bandes de racistes d'extrême droite pratiquaient le lynchage des Noirs en toute impunité. Mais si du côté des autorités politiques ces racistes ne voyaient aucune hostilité à leur égard, les choses avaient changé au sein de la population noire. En cette période de lendemain de la deuxième guerre mondiale, de nombreux soldats noirs revenus d'Europe après avoir participé à la libération des pays dominés par l'Allemagne nazie n'étaient pas prêts à accepter sans réagir les ratonnades et les humiliations racistes chez eux.

Cette manifestation a réuni plus de 250 000 personnes de toutes les couleurs. Elle a montré à quel point l'aspiration de la population noire à en

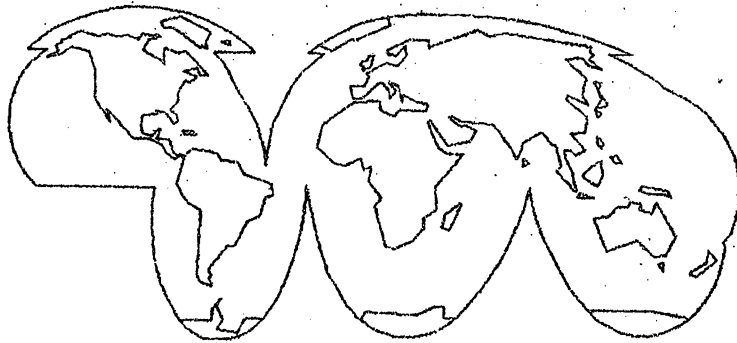
Une partie de plus en plus importante de la population commençait à regarder avec sympathie ceux parmi les militants noirs qui prônaient des actions plus radicales. Ce fut le cas par exemple des mouvements «Black Power», «Black Panthers»

et d'autres groupes comme celui dont faisait partie Malcolm X. Ceux-ci n'étaient pas d'accord avec les méthodes non-violentes de MLK. Certains d'entre eux prônaient l'instauration d'un «pouvoir noir» qui serait à opposer au «pouvoir blanc». Ils ne cherchaient pas à s'adresser aux Blancs pauvres, pour transformer la société américaine à sa base c'est-à-dire détruire le capitalisme qui était la cause des injustices sociales et des oppressions. Finalement, ces mouvements, si radicaux soient-ils sur leurs méthodes, avaient les mêmes limites sociales que celui de Luther King. Ils ont néanmoins abouti à ce qu'aujourd'hui on peut voir au gouvernement des femmes comme Condolisa Rice, des généraux comme Colin Powel à la tête de l'armée, des journalistes noirs ou métis à la télé,

des acteurs et des stars noirs dans le show business, ou encore un candidat métis comme Obama à la prochaine élection présidentielle. Mais l'ouvrier noir dans la sidérurgie ou dans l'automobile continue d'être exploité tout comme l'ouvrier blanc.

La société capitaliste américaine s'accommode fort bien de ces changements qui ne la remettent pas en cause fondamentalement. Il n'en demeure pas moins que l'égalité des droits entre tous est un atout important pour les travailleurs de ce vaste et riche pays. Cela facilite leur organisation et leur lutte pour un monde meilleur débarrassé non seulement de toute forme d'oppression, mais aussi de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est à dire du capitalisme.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.